



Echos de la

MONUSCO



Hervé Ladsous, chef des Opérations de maintien de la paix

“La protection des civils demeure un aspect majeur et central du mandat de la MONUSCO”

■ Sud Kivu

Pourquoi toutes ces attaques des FDLR contre les civils?

■ Reportage

Dungu : la LRA ne constitue plus une menace pour la population civile

■ Interview

Leila Zerrougui explique le rôle et le mandat de la MONUSCO



Sommaire

Photo MONUSCO/Sylvain Liechti



Hervé Ladsous à son arrivée à Ntoto, territoire de Walikale, Nord Kivu

3 Nouvelles

Première visite du Secrétaire général adjoint des opérations de maintien de la paix en RDC

5 Reportage

Dungu : La LRA ne constitue plus une menace pour la population civile

6 Sécurité et stabilisation

Les Forces spéciales du Guatemala, "au four et au moulin"

8 Interview

Questions à Leila Zerrougui sur le mandat de la MONUSCO

10 Analyse

Sud-Kivu : pourquoi toutes ces attaques des FDLR contre les civils?

12 Portrait

Les Unités de Police constituées : que sont-elles, que font-elles?

14 Divers

Coopération transfrontalière pour la surveillance des volcans des Virunga

Erratum

Dans le numéro précédent (Numéro 5, Volume 1), il a été écrit dans l'article publié en page 11 : "Le Bas-Congo, la province de l'extrême Est de la République démocratique du Congo (RDC), a connu une campagne électorale relativement calme..." Il fallait plutôt lire : "Le Bas-Congo, la province de l'extrême Ouest de la République démocratique du Congo (RDC), a connu une campagne électorale relativement calme..." De même, la photo en page 12 est de Guy Roger Nyampala de Radio Okapi et non de Maimouna Traoré, alors que celle montrant le Commissaire divisionnaire de la Police nationale congolaise de Matadi, le Général Raus Chalwe, en page 17, doit être attribuée à Emmanuel Jose Kalala Luthumba, attaché de presse de la Police nationale congolaise de Matadi.

Edito

Ce qu'il faut retenir

✎ Par Penangnini Touré*

Ce Numéro 6 du Volume 2 d'Echos de la MONUSCO est le premier de l'année 2012. L'information centrale est celle de la visite en République démocratique du Congo (RDC) de Monsieur Hervé Ladsous, Secrétaire général adjoint aux Opérations de maintien de la paix. Il s'agit de sa première visite dans le pays depuis sa nomination à ce poste, le 2 septembre 2011. A travers l'interview qu'il a accordée à Radio Okapi à son arrivée à Kinshasa, vous découvrirez l'objet de sa visite, ainsi que la ligne de conduite qu'il propose à la Mission des Nations unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO) face au processus électoral en cours, mais également face à la situation d'insécurité qui prévaut dans l'Est de la RDC.

Dans ces mêmes colonnes, une autre interview, non moins importante, celle de Madame Leila Zerrougui, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies en RDC. Sans faux-fuyant, Madame Zerrougui répond aux questions du journaliste de Radio Okapi sur le rôle de la MONUSCO dans le processus électoral, et notamment sa supposée part de responsabilité dans les contentieux qui ont résulté des élections présidentielle et législatives.

Opération « Santa Claus », violences au Sud Kivu, le rôle des Unités de Police constituées, dixième anniversaire de l'éruption du Nyiragongo, sont autant d'autres sujets qui ont été développés pour vous. A vous de lire et d'apprécier ■

*Coordonateur des Publications

Directeur de l'Information Publique
George Ola-Davies

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Coordonnateur
Penangnini Touré

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime



Hervé Ladsous (1er à droite) en conversation avec le gouverneur du Nord Kivu, Julien Paluku - Photo MONUSCO/Clara Padovan

Première visite du Secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix en RDC.

Hervé Ladsous : “La protection des civils demeure un aspect majeur et central du mandat de la MONUSCO”

Pour la première fois depuis sa nomination en septembre 2011, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies chargé du Département des Opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a séjourné en République démocratique du Congo, du 24 au 28 janvier 2012. Au cours de cette visite, M. Ladsous s’est largement exprimé sur le mandat de la MONUSCO, sur le processus électoral ainsi que la sécurité dans l’est du pays. Ci-dessous sa déclaration, dans une interview qu’il a accordée à Radio Okapi.

☞ **Propos recueillis par Liévine Mbwinga**

Monsieur Hervé Ladsous, vous effectuez votre première visite en RDC depuis votre nomination au Département des

Opérations de maintien de la paix. Peut-on savoir l’objet de cette visite? J’occupe mes fonctions depuis trois mois. J’ai tenu à ce que l’une de mes

premières visites de terrain soit ici en République démocratique du Congo pour comprendre, pour découvrir, pour parler, pour écouter aussi, et voir tout ce que nous pouvons faire encore mieux pour aider la République démocratique du Congo à travers la MONUSCO qui est, vous le savez, la deuxième mission la plus importante des Nations Unies dans le monde, à sortir de ses difficultés, à progresser vers un avenir que je crois prometteur.

La MONUSCO, conformément à la Résolution 1991, a apporté son soutien logistique et technique dans l’organisation des élections de novembre 2011. Qu’envisagent de faire les Nations unies pour contribuer à l’apaisement du climat politique actuel qui est très tendu en RDC en raison des contestations des résultats pour certains candidats ?

Il y a effectivement beaucoup de leçons à apprendre dans la manière dont se sont passées les élections présidentielles, les élections législatives; il va y avoir maintenant des élections provinciales, des élections locales. Et, évidemment, les Nations Unies, la MONUSCO, sont en appui pour faire en sorte que ce processus de politique interne qui relève de l’appréciation des citoyens du Congo puisse se passer dans des conditions sans cesse améliorées. Donc, il y a des leçons à apprendre, il y a des messages à entendre, et il y a certainement des mesures à prendre pour faire en sorte que ce processus, qui est essentiel, permette à une réconciliation nationale de se passer dans les meilleures conditions, dans le respect de l’Etat de droit, et avec l’objectif de trouver des solutions durables pour l’avenir du pays.

Votre visite prévoit un déplacement à Goma. En dépit des efforts consentis



A Kinshasa, le Secrétaire général adjoint aux Opérations de maintien de la paix a rencontré, entre autres personnalités politiques, le président de l'Assemblée Nationale, Evariste Boshab - Photo MONUSCO/John Bompengo

par la MONUSCO et les autorités congolaises, des groupes armés comme les FDLR sont toujours très actifs dans l'Est du Congo. Que comptent faire les Nations Unies pour anéantir définitivement toutes ces forces négatives?

Il faut effectivement que l'Etat congolais réaffirme son autorité sur l'ensemble de son territoire. Il y a donc toute une série de mesures à prendre pour faire en sorte que tous ces groupes armés cessent de nuire, et de nuire d'abord à la sécurité, à l'intégrité des groupes entiers de la population. Donc, la protection des civils est effectivement un aspect majeur et central du mandat de la MONUSCO. Mais, il faut aussi que la réforme du secteur de la sécurité, d'une manière générale, et spécifiquement l'armée du pays, puisse réaffirmer et réassumer son autorité sur l'ensemble du territoire et c'est vrai que c'est dans l'Est du pays que la situation est la plus complexe, et que des mesures doivent être prises pour mettre un terme à cet état de non

droit, car en fait, c'est de cela qu'il s'agit. Un état de non droit qui n'est pas tout simplement acceptable, qui mobilise l'attention de la communauté internationale. Il y a les groupes internes, il y a aussi les groupes, je dirais, plurinationaux. L'Armée de Résistance du Seigneur par exemple, qui mobilise l'attention et les efforts de plusieurs pays de la région d'Afrique centrale, qui mobilise l'attention de l'Union Africaine. Eh bien, oui, il faut que l'Etat réaffirme et réassume son autorité entière sur l'ensemble de son territoire.

Côté MONUSCO, que comptez-vous faire concrètement, parce que c'est une situation qui dure. Quelles mesures prendre ?

Ecoutez, ça n'est pas simple. Si c'était simple on aurait déjà trouvé la solution. Ça n'est pas simple. La MONUSCO fait beaucoup, avec le soutien de l'ensemble de la communauté internationale, à travers les décisions du Conseil de Sécurité. C'est une question de constance

dans l'effort, d'initiative, d'imagination. Mais nous avons l'obligation de progresser dans cette direction.

La presse congolaise s'interroge déjà sur l'avenir de la MONUSCO dont le mandat expire le 30 juin 2012. Que pouvez-vous apporter comme éclairage à ce sujet à l'opinion publique qui nous écoute sur les antennes de Radio Okapi ?

Je dirais deux choses. Je dirais d'abord que la décision, elle appartient au Conseil de Sécurité qui en a la responsabilité. Deuxièmement, je dirais que la communauté internationale, à travers les Nations Unies, a investi massivement dans ce qui se passe au Congo, et cet investissement nous ne voulons pas tout simplement le laisser se dilapider, se dissiper. Il faut donc que nous continuions à progresser, en accord avec les autorités du pays pour trouver les bonnes solutions pour consolider l'Etat, pour consolider l'Etat de droit, et favoriser la réconciliation nationale qui est, je crois, ce vers quoi tout le monde veut travailler. ■

Voyage dans le district du Haut-Uélé, dans le Nord-Est de la République démocratique du Congo

Dungu : la LRA ne constitue plus une menace pour la population civile

Les attaques menées par l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) contre des civils dans les districts du Haut et du Bas-Uélé ont diminué d'intensité. Le colonel Emmanuel Lombe, commandant du secteur des opérations militaires Rudia II/Dungu, dit toute sa satisfaction. Nous l'avons rencontré sur place à Dungu, dans le cadre de notre visite d'évaluation des conditions de sécurité dans ce territoire. Reportage

✎ Par Joseph Tshimanga

Le secteur des opérations militaires Rudia II/Dungu que dirige le colonel Lombe, où se trouve aujourd'hui un camp militaire en face de l'aéroport, sur la route frontalière avec la République du Sud-Soudan, est tout un symbole. C'est ici qu'avaient commencé en 2009 deux opérations simultanées de la Force de la MONUSCO et des FARDC jusqu'en 2010. Il s'agit des opérations "Rudia 2" et "Iron Stone" (pierre de fer) qui ont fortement entamé les capacités opérationnelles de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) et ont permis de réduire son champ de manœuvre.

Deux années après, dans le même but et le même objectif que l'Opération "Rudia Umbrella" lancée le 30 novembre 2010 par la MONUSCO en prévision de la période des festivités de fin d'année, une opération similaire dénommée "Santa Claus" du 22 décembre 2011 au 03 janvier 2012 a été menée ensemble avec les FARDC. Elle a permis d'augmenter considérablement le niveau de vigilance dans certaines zones névralgiques, et a entraîné une intensification de patrouilles et l'adoption d'une posture



Des éléments des FARDC et un casque bleu de la MONUSCO en patrouille - Photo MONUSCO

dissuasive. Le colonel Lombe se fonde sur ce dispositif pour exprimer sa satisfaction.

"Cette opération poursuivie dans les zones rurales de Dungu pour sécuriser la population civile pendant les fêtes de Noël et de nouvel an fût une grande réussite.

Elle a permis aux populations concernées de célébrer dans le calme et dans la tranquillité les festivités de Nouvel An. Aussi, les populations se sont-elles senties très rapprochées et protégées par les forces de l'ordre. Aucun incident n'a eu lieu durant cette opération," estime-t-il.

« La menace de la LRA ne pèse plus »

Pour le colonel Lembo, la sécurisation des personnes et de leurs biens ainsi que la stabilisation du territoire de Dungu, d'une manière générale, et particulièrement des districts du Haut et Bas-Uélé relèvent de l'entière responsabilité des Forces de l'ordre de la RD Congo. « La sécurisation de l'intégrité du territoire, c'est notre mission ; celle des Forces armées de la République démocratique du Congo. Que les populations de Dungu et d'ailleurs se sentent désormais en sécurité,

c'est notre obligation de leur assurer cette sécurité. Nous ne pouvons que nous réjouir », dit-il.

La grande satisfaction, d'après le colonel, c'est que « la menace exercée par l'Armée de Résistance du Seigneur à l'encontre des civils dans le Haut et le Bas-Uélé est levée » car selon lui, « la LRA n'existe plus en RDC. Ce ne sont que des résidus ou des bandits locaux -- comme il y en a partout -- dont on parle de plus en plus aujourd'hui. Le chef de ces rebelles ayant été repoussé ailleurs hors du territoire de la RDC. »

En dépit de sa satisfaction, le colonel Lembo reste sur ses gardes et reconnaît que la pression sur la LRA doit se poursuivre pour arriver un jour à mettre hors d'état de nuire ce groupe armé à plusieurs inconnues. « L'armée congolaise n'a fait qu'accomplir son mandat. Nous félicitons nos partenaires, la MONUSCO, dans l'appui de ce mandat et espérons que cet appui se poursuivra pour stabiliser totalement le Haut Uélé et Bas-Uélé » ■

Voyage dans le district du Haut-Uélé, dans le Nord-Est de la République démocratique du Congo

Sécurité et stabilisation

Les Forces spéciales du Guatemala, "au four et au moulin"

Les unités guatémaltèques, marocaines, et les observateurs militaires de la Force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), ainsi que les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont toujours marqué leur présence dans les zones névralgiques du Haut et du Bas-Uélé pendant les différentes opérations militaires conjointes pour assurer la protection des civils. Les forces du Guatemala sont connues des Congolais, depuis leur intégration au sein de la Mission de l'ONU au Congo (MONUC) en mars 2005 – aujourd'hui MONUSCO –, comme composante spéciale ayant une vaste expérience en matière de lutte contre le terrorisme. Portrait.



Patrouille mixte des casques bleus guatémaltèques et des FARDC dans un village de Dungu - Photo MONUSCO/Guasfor/Dungu

✂ Par Joseph Tshimanga

Le bataillon guatémaltèque, fort de 150 hommes, est commandé par le colonel Edwin de León Ruano. Parmi eux, une section de 25 soldats a participé avec brio à l'opération "Santa Claus", du 22 décembre 2011 au 2 janvier 2012 dans les villages de Banda, Bokundagwa, Dikuma, Melagbe, Mangungulu et Nambangu. Des patrouilles motorisées conjointes avec les FARDC ont été effectuées sur une distance de 1 121 km de part et d'autre de ces localités. "Ce fut pour nous une opération professionnelle, dont les résultats ont été, entre autres, la dissuasion des forces négatives [de lancer des attaques], l'amélioration de la protection des populations civiles, la restauration de la confiance. Il n'y a eu aucune menace contre les civils en cette fin d'année 2011, quand on se rappelle que depuis 2009, en période de Noël, la LRA attaquait et massacrait", témoigne le colonel Edwin.

Les forces spéciales du Guatemala sont à Dunga depuis le 17 juin 2011. Elles sont appelées, par la Force de la MONUSCO, à intervenir partout où elles sont nécessaires. "Grâce à leur professionnalisme, nos unités sont toujours prêtes à servir au sein de la Mission, pourvu que des moyens logistiques tels des hélicoptères d'appui soient mis à leur disposition", rassure le colonel.

Forces spéciales

Les premières forces spéciales guatémaltèques, au sein de la MONUC, sont arrivées en République démocratique du Congo (RDC) fin mars 2005. D'ordinaire, ces forces spéciales utilisent des équipements qui leur permettent d'évoluer de nuit comme de jour. En plus de ses missions de reconnaissance, d'infiltration,



Un infirmier de l'infanterie guatémaltèque en consultation médicale dans un village de Dunga - Photo MONUSCO/Guasfor/Dunga

d'identification de sites illégaux et de caches d'armes, elles sont aussi entraînées à conduire des opérations de recherche et d'extraction d'otages. Elles sont aguerries dans la poursuite, le pistage et la capture de chefs de groupes ou de bandits armés.

L'Est de la RDC possède des caractéristiques géographiques similaires à celles du Guatemala, ce qui a permis à ces forces, en 2005 par exemple, de s'adapter rapidement au terrain et au climat de l'Ituri alors en proie aux groupes armés.

Dans la lutte contre le trafic d'armes, les forces spéciales guatémaltèques jouent un rôle majeur pour recueillir les informations permettant d'identifier et d'arrêter les criminels qui continuent de vendre des armes à des gens qui s'en servent pour perpétrer des atrocités contre la population civile dans les provinces du Sud et Nord Kivu et dans le district de l'Ituri (province Orientale).

Les forces spéciales du Guatemala

sont venues, donc, renforcer la capacité militaire de la MONUSCO dans le cadre de son mandat. "La force va continuer de travailler jusqu'à ce que notre pays demande qu'elle soit retirée, en accord bien entendu, avec la MONUSCO qui les utilise", déclare le colonel d'Infanterie Edwin de León Ruano.

Les forces du Guatemala entretiennent des relations de proximité avec les habitants des localités où elles sont déployées, ce qui facilite la communication et permet d'entretenir la confiance. "Partout où nous nous sommes déployés, la population est contente de s'approcher des soldats de la MONUSCO lorsqu'elle les voit, et leur donnent quelques informations nécessaires sur l'état de la sécurité de leurs zones. Nous apportons, souvent, dans nos bases mobiles temporaires des médicaments que nous distribuons aux populations. Nous organisons des activités sportives pour nous approcher de plus en plus des habitants", conclut le Colonel de León Ruano ■



Madame Leila Zerrougui reçue au studio de la Radio Okapi - Photo MONUSCO

Questions à madame Leila Zerrougui, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en RD Congo

“La MONUSCO n’a pas le mandat ni de certification ni de crédibilisation ni de comptage des résultats d’élections”

Quel est le rôle de la MONUSCO, que peut-elle faire, qu’est-ce qu’elle n’est pas autorisée à faire ? Au lendemain de la tenue et de la publication des élections présidentielle et législatives en République démocratique du Congo, Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour la RDC a donné des éléments de réponse à ces questions.

Interview réalisée par Radio Okapi

Radio Okapi: La classe politique congolaise, en particulier l’opposition, actuellement, pense que la MONUSCO n’est pas allée suffisamment loin dans son implication au processus électoral, notamment en ce qui concerne la certification pour la crédibilisation des résultats [NDLR : résultats des élections présidentielles] tels que publiés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Quelle est votre réaction ?

Leila Zerrougui : La Mission des Nations unies en RDC a un mandat qui est défini dans le cadre de la Résolution 1991 adoptée en juin dernier par le Conseil de Sécurité. Cette Résolution est très claire. Nous n’avons pas mandat ni de certification ni de crédibilisation ni de comptage ni de validation. Nous avons un mandat qui a trois volets: l’appui technique et logistique à la CENI pour l’organisation des élections ; la médiation pour assurer le dialogue entre les différentes parties impliquées dans le processus électoral ; et le monitoring des violations des droits de l’Homme. Selon certains responsables politiques, la CENI et la MONUSCO auraient signé un accord, permettant de garantir davantage la crédibilité des résultats des différents scrutins. Est-ce que vous le confirmez? Si oui, quelle a été l’implication concrète de la MONUSCO?

Il n’y a jamais eu d’accord qui a été signé. La Mission ne peut pas signer un accord qui va l’impliquer dans des aspects qui ne relèvent pas de son mandat. Nous ne sommes pas habilités à le faire. Il y a eu des initiatives qui ont été proposées par des gouvernements



dans un cadre bilatéral avec la CENI. Celle-ci les a acceptées - ce processus est en cour. La Mission des Nations Unies n'a ni un rôle de supervision ni un rôle de coordination; elle n'est pas non plus habilitée à signer un accord dans ce contexte là. Nous continuons toujours à apporter l'appui technique et logistique si c'est nécessaire. Si les experts qui doivent être déployés ont besoin d'un appui logistique nous le leur accorderons mais en dehors de ça nous n'avons pas signé un accord. Ça c'est clair.

Vous avez accompagné la CENI depuis le début du processus électoral. Est-ce que vous aviez également participé aux opérations de dépouillement ou bien aviez-vous aussi approuvé les résultats de la présidentielle tels que publiés par la CENI?

Absolument pas ! Nous n'avons pas ce mandat. Nous ne pouvons pas le faire

et quand bien même on serait tenté de le faire, la CENI ne l'accepterait pas. Le Gouvernement ne l'a pas permis, je crois que ça a été très clair dès le début que tout ce qui est organisation des élections, validation, comptage, relève des autorités nationales. Je crois que le Gouvernement l'a dit plusieurs fois. Il a rappelé publiquement que la Mission a un rôle d'appui technique et logistique et qu'elle n'est pas impliquée ni dans le processus de comptage ni dans la validation des élections. Donc ce n'est pas possible, on n'a pas ce mandat. On ne l'a pas fait et on ne peut pas le faire.

Alors concrètement, quel a été votre apport pendant le processus électoral ?

D'abord un apport comme je l'ai déjà expliqué, technique. Notre équipe de la Division électorale a travaillé avec la CENI pour aider à faciliter l'organisation des élections. On a mis à la disposition des autorités et de la CENI des moyens logistiques pour déployer le personnel, le matériel, et pour assurer l'organisation des élections. On l'a fait avant, pendant et après. On a également fait le monitoring des violations des droits de l'Homme et tout le volet médiation qu'on a fait avec la société civile. On a organisé à Goma, par exemple, la Conférence régionale pour les femmes et les élections. On a appuyé la société civile. On a travaillé avec les ONG. On a fait tout le travail qui relève habituellement de notre mandat. On a aussi travaillé pour rapprocher les points de vue entre l'opposition et les parties majoritaires. On a fait tout ça dans le cadre des élections.

Vous avez aussi accompagné la Police nationale congolaise dans le travail de sécurisation de la population pendant

tout le processus électoral et pendant ce temps, certains partis de l'opposition pensent que la MONUSCO est complice des cas de tueries qui ont été enregistrés tout au long du processus électoral.

La question n'est pas de dire s'il y a eu des violations ou pas. La question c'est de dire est-ce que notre rôle a permis d'éviter des violations ? Nous on apporte un appui avec des moyens limités et sur une période réduite parce qu'on ne peut pas changer en six mois ou en 12 mois les capacités qui existent sur le terrain. C'est un travail comme, vous le savez, de longue haleine. Donc on a fait ce qu'on a pu. Je crois que je le dis vraiment en toute franchise que moi-même j'étais très, très inquiète. Donc si les gens pensent que nous sommes complices des violations, si des violations ont eu lieu, il faudra bien sûr enquêter et établir des responsabilités, et demander aux autorités de prendre des mesures.

Puisque vous aviez accompagné techniquement la CENI et vous aviez aussi appuyé la Police nationale congolaise, êtes-vous prêts à partager l'échec et la victoire qu'on pourrait attribuer à ces deux institutions durant le processus électoral?

Je pense que quand vous acceptez d'être un partenaire, vous avez une responsabilité. Est-ce que nous avons une responsabilité dans l'échec ou dans la réussite? Je pense que nous avons une responsabilité dans ce que nous avons pu réaliser. Nous allons faire une évaluation de la mise en œuvre de notre mandat, mais nous ne sommes pas responsable de ce qui ne relève pas de notre mandat, parce que ça c'est quelqu'un d'autre qui assume la responsabilité ■

Sud Kivu : pourquoi toutes ces attaques des FDLR contre les civils?

A Shabunda, territoire de la province du Sud-Kivu, entre 26 et 45 personnes ont été tuées, huit blessées et plusieurs autres enlevées par des éléments des Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) au cours de leurs attaques perpétrées les 1er et 14 janvier 2012.

✎ Par Alain Likota

Le 1er janvier, jour des festivités du Nouvel An, et le 4 janvier, jour férié commémorant les martyrs de l'indépendance de la République démocratique du Congo (RDC), ont été marqués par des violences, des pleurs, des pertes en biens et en vies humaines dans le territoire de Shabunda, dans l'Est de la RDC.

En effet, la nuit du 1^{er} au 2 janvier 2012, les combattants des FDLR ont attaqué les villages de Kwantamba et

Mugadilo, situés respectivement à 185 et 188 km au Nord-Est de Shabunda-Centre, chef-lieu du territoire éponyme. Cette attaque aurait fait 18 morts, en plus des biens matériels emportés par les assaillants. Deux jours plus tard, soit la nuit du 3 au 4 janvier, les FDLR s'en sont pris à d'autres échoppes des populations, ainsi que des magasins de l'ONG Solidarité Action dans le village de Ngolombe, situé à 111 km à l'Est de Shabunda-Centre. Cette deuxième

attaque aurait coûté la vie à huit personnes, parmi lesquelles deux agents de l'ONG.

Selon la société civile, ainsi que des activistes des droits de l'Homme, ces deux attaques auraient fait au moins 40 morts et huit blessés, tandis que plusieurs autres personnes seraient emportées dans la forêt par ces combattants des FDLR.

Les causes de ces attaques

Deux raisons majeures sont avancées pour expliquer ces assauts. Pour certains, ces attaques seraient menées par les FDLR en représailles contre l'adhésion des populations locales à l'effort du groupe d'autodéfense Mai Mai Raïa Mutomboki qui combat ces éléments. Pour d'autres, il s'agirait plutôt de conflits liés au contrôle des mines d'or dans cette partie de Shabunda.

Avec une superficie d'environ 28200 km², le territoire de Shabunda est riche en minerais précieux tels l'or, la cassitérite, l'améthyste et le wolfram entre autres, mais demeure très enclavé, avec seulement 70 km de route praticable en terre battue. Le Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS) s'active depuis 2010 à réhabiliter un peu plus de 300 kilomètres de route avec le soutien de partenaires européens.

Après le vide sécuritaire qui avait été créé par le départ des éléments des Forces Armées de la RD Congo (FARDC) pour la formation de nouveaux régiments, les FDLR avaient récupéré et occupé plusieurs positions stratégiques, y compris des sites miniers dans différentes localités de ce territoire. La présence de ce groupe armé s'est notamment accompagnée de rançons



Plusieurs personnes blessées ont été prises en charge par l'équipe médicale de la Force de la MONUSCO - Photo MONUSCO/Welmoet Wels

sur les populations locales, de barrières pour des taxes illégales, de prises d'otages pour le transport des butins, ainsi que des cas de tueries, de viols, d'incendies criminels et autres violations des droits de l'Homme.

Dans ce contexte, le groupe armé d'autodéfense locale Mai Mai Raia Mutomboki (population civile en colère en langue locale) avait resurgi pour, comme il se présente, protéger les populations locales contre des attaques des FDLR. Effectivement, les Mai Mai Raia Mutomboki ont mené des offensives contre les FDLR dans plusieurs villages et localités d'où ils ont pu déloger des combattants FDLR, et récupérer quelques-unes de leurs armes. En mi-décembre 2011, une centaine d'éléments FDLR auraient été tués par les Raia Mutomboki. Aujourd'hui par contre, l'on assiste à un revirement de la situation, avec ce groupe d'auto-défense qui se retourne contre la population, la soumettant au paiement obligatoire d'une somme d'argent comme le prix de l'effort de guerre.

Tout pour la survie

C'est au début du mois de novembre 2011 que les régiments nouvellement formés des FARDC ont commencé leur redéploiement à Shabunda. Un mois plus tard, une branche du groupe d'autodéfense locale Raia Mutomboki avait décidé de rompre avec le maquis pour regagner la vie civile. Aussi, ont-ils remis un lot d'armes et de munitions le mercredi 7 décembre 2011 aux



Une évacuation aérienne par la MONUSCO des personnes blessées lors des attaques attribuées aux FDLR, vers Bukavu - Photo MONUSCO/Welmoet Wels

FARDC du 110^{ème} régiment à Nduma dans le groupement de Bamuguba-Nord. En prenant cette décision, ces éléments promettaient également de se démobiliser pour laisser les FARDC s'occuper de la traque des combattants des FDLR encore présents dans la région.

Dans ce contexte, l'hypothèse de représailles des FDLR contre la population civile serait plausible, sans écarter la seconde évoquée plus tôt, c'est-à-dire le contrôle des mines. Selon la Section de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en R.D. Congo (MONUSCO) chargée du Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR) des groupes armés étrangers, les localités de Ngolombe -- et même Mugabilo et Mpamba -- seraient touchées par ces attaques coordonnées par le commandant du Secteur adjoint des FDLR, le lieutenant-colonel Hamada, de son sobriquet. Ce

dernier aurait menacé de poursuivre ces attaques sans faire de distinction entre civils non armés et Raia Mutomboki.

Aussitôt après ces crimes, le 110^{ème} régiment des FARDC a déployé deux bataillons à Ngolombe et à Luyuyu afin de sécuriser la zone, selon une communication de l'Opération Amani Leo du Sud-Kivu. Au lendemain de la deuxième attaque, la Brigade de la MONUSCO du Sud-Kivu a mené, conjointement avec les FARDC, une mission de

reconnaissance aérienne des localités affectées afin d'évaluer leur accessibilité en vue d'un déploiement de troupes.

Le vendredi, 6 et le dimanche 8 janvier 2012, la MONUSCO a facilité l'évacuation aérienne vers Bukavu pour des soins appropriés d'un total de 19 victimes blessées lors d'attaques FDLR. Des patrouilles de la Force de la MONUSCO ont déjà été dépêchées à Nzibira pour marquer leur présence et décourager les attaques FDLR.

Il convient, cependant, de relever que la capacité opérationnelle de la Force de la MONUSCO ne permet pas de couvrir tous les besoins sécuritaires de ce vaste territoire enclavé et difficile d'accès. Toutefois, des efforts devront être davantage conjugués pour rassurer les populations de Shabunda, où des milliers de ménages abandonnent leurs villages pour fuir les affrontements entre FDLR et Raia Mutomboki ou entre FDLR et FARDC, rendant encore plus complexe une situation sécuritaire déjà précaire ■



Elements bangladais des Unités de Police constituées à Kinshasa - Photo MONUSCO/PIO UNPOL

Police des Nations Unies

Les Unités de Police constituées : que sont-elles, que font-elles ?

✍ Par Antoine Poda

Les Unités de Police constituées ou FPU, sigle consacré du terme anglais "Formed Police Units", sont des unités de police civile des Etats contributeurs à l'Organisation des Nations unies, composées de personnel policier et/ou de gendarmes, spécialisées en maintien et rétablissement de l'ordre public et en interventions spéciales, notamment dans la lutte contre le grand banditisme et le terrorisme. Ces unités sont déployées par la Division de la Police civile des Nations unies sur le terrain des Opérations de maintien de la paix. Portrait.

Les FPU de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la

Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) sont placées sous l'autorité directe du commissaire de la Police.

Pour l'exécution de leurs missions, les FPU doivent disposer de matériel et équipements conventionnels mis à leur disposition par leurs Etats, conformément aux termes du Protocole d'Accord conclu entre les pays contributeurs de troupes et les Nations Unies.

Missions

Les FPU déployées dans les Opérations de maintien de la paix sont chargées de deux missions essentielles : la protection du personnel, des installations et du

matériel des Nations Unies ; et le maintien de l'ordre public dans le cadre du mandat de l'Opération en question.

La première mission s'exécute à travers la protection des installations, les escortes, la relocalisation ou l'évacuation du personnel des Nations Unies, avec usage de la force si nécessaire. Dans ce cadre, la Police de la MONUSCO collabore à l'élaboration et à la mise à jour des plans d'évacuation sécuritaire, et participe aux exercices de simulation aux côtés de la Force de la MONUSCO et de la Sécurité. Les Unités de Police constituées effectuent également des patrouilles, simples ou conjointes, dans les villes et sur les principaux axes, assurant ainsi la

sécurisation des missions humanitaires et électorales, et la protection des équipes conjointes pour l'exécution de leurs activités.

Concernant la deuxième mission qui est celle du maintien de l'ordre public, les FPU interviennent, s'il y a lieu, en appui aux éléments de la police locale dans les domaines où celle-ci a des insuffisances, ou bien de façon indépendante dans le cadre de la protection du personnel et des installations des Nations Unies.

Effectifs

Pour un effectif global de 1 050 éléments autorisés par la Résolution 1925 (2010) et confirmé par la 1991 (2011), huit unités FPU originaires de quatre pays contributeurs sont actuellement déployées au sein de la Police de la MONUSCO, soit un effectif total de 1 048 éléments dont 80 femmes.

Un contingent FPU féminin de 76 éléments du Bangladesh est arrivé le 27 décembre 2011 dans la Mission. Cette unité sera incessamment opérationnelle à l'issue de la formation d'harmonisation actuellement en cours.

Au titre de la répartition par pays des unités de Police constituées, la MONUSCO compte trois FPU du Bangladesh, deux de l'Inde et du Sénégal respectivement, et une d'Égypte. Ces Unités sont basées dans six chefs-lieux de province, notamment deux à Mbuji Mayi, une à Bunia, Bukavu, et Goma respectivement, et quatre à Kinshasa.

Réalisations

Déployées en Septembre 2005 au sein de la Mission de l'ONU au Congo, alors MONUC, les FPU ont pris une part active à la gestion des grands événements qui ont rythmé l'histoire récente de la RDC, en l'occurrence, la Participation à la sécurisation du processus électoral

en 2006 ; l'extraction du personnel des Nations Unies et l'évacuation des personnalités à Kinshasa lors des événements des 22, 23 et 24 mars 2007 (plus de 20 opérations d'extraction avaient été effectuées) ; le rétablissement de l'ordre en décembre 2007 aux côtés des éléments de la Police nationale congolaise (PNC) à Mbandaka dans la Province de l'Équateur ; la sécurisation en janvier 2008 de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans le Nord et le Sud Kivu ; l'évacuation le 25 Octobre 2008 du Camp d'Incal et la sécurisation des camps de réfugiés ; la participation à la sécurisation du processus électoral 2011-2013 en cours ; la participation à la formation des Groupements Mobiles d'Intervention (GMI) et des unités territoriales, dans la perspective de la sécurisation du processus électoral actuel.

Outre les activités professionnelles de leurs missions, les FPU entreprennent des activités d'assistance sociale, notamment en organisant des journées médicales et en faisant des dons à des orphelinats.

Formation continue d'harmonisation

Tirant les leçons des insuffisances et des dysfonctionnements constatés sur le

terrain dans la composition, l'organisation et le fonctionnement des FPU déployées, le Département de Maintien de la Paix des Nations Unies a mis à la disposition des Etats contributeurs et des responsables des composantes de police dans les Missions, un guide de référence pour le recrutement, le déploiement et la gestion des FPU. Ce guide fait l'objet de révision périodique selon les nécessités d'actualisation.

Dans le cadre du renforcement de leurs capacités opérationnelles et conformément aux directives du Département de Maintien de la Paix, toutes les FPU reçoivent, une fois sur le terrain d'opération, une formation qui consiste en un ensemble de techniques opérationnelles standards mises en place par la Division de la Police civile des Nations Unies en juillet 2009. Pendant trois semaines, en prélude au déploiement sur le terrain, le personnel des FPU reçoit une formation articulée sur trois modules, à savoir les fondamentaux sur les tactiques d'intervention et d'opération de la police axés sur les gestes et techniques professionnels dans les cas d'intervention ; la gestion de l'ordre public dans un contexte de mission onusienne ; et le maniement et l'usage d'armes à feu ■



Éléments indiens des Unités de Police constituées à Kinshasa - Photo MONUSCO/PIO UNPOL

Environnement

Coopération transfrontalière pour la surveillance des volcans des Virunga

Le 17 janvier 2012, dix ans après l'éruption du volcan Nyiragongo, le Bureau des Nations unies pour les Services d'Appui (UNOPS), en partenariat avec l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG), a organisé une conférence sur la dimension transfrontalière et la gestion des risques volcaniques dans la région des Virunga. Un projet d'appui à l'OVG pour le monitoring et la surveillance des volcans actifs des Virunga intitulé "Analyse et Prévention des Risques Naturels en RDC" a été lancé en 2009 et exécuté par l'UNOPS. Ce projet de 2 100 000 dollars américains est financé par l'Union Européenne et la Coopération suisse. La Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) en assure le soutien logistique en mettant ses hélicoptères à la disposition des autorités locales et des scientifiques de l'OVG afin de surveiller l'activité volcanique.

✂ Par Clara Padovan et Dario Tedesco*

“Ces dix ans commémorent l'éruption de janvier 2002 et l'effort de l'OVG et de ses partenaires dans un travail de longue haleine, car le Plan de Contingence doit être constamment tenu à jour», a déclaré la chef de bureau de la MONUSCO au Nord Kivu, Hiroute Guèbre Sélassié, félicitant par ailleurs les experts de l'UNOPS et de l'OVG, avant d'ajouter qu'« il est important que toutes les parties prenantes soient informées et s'approprient ce Plan de Contingence pour assurer sa pertinence”.

Une centaine de participants étaient présents à la conférence, y compris les autorités du Nord Kivu et celles de la province de Rubavu au Rwanda, ainsi que le directeur de l'Observatoire, le chef de Projet de l'UNOPS, et la chef du Bureau local de la MONUSCO. Les intervenants ont, à tour de rôle, souligné "l'urgence de communiquer sur les risques volcaniques en RDC, d'une part parce que le volcan Nyiragongo situé à seulement 18 km au nord de la ville de Goma est extrêmement actif avec

la présence dans son cratère du plus grand lac de lave au monde, et d'autre part, la ville a connu une croissance démographique considérable. La population est en effet passée de 400 000 habitants en 2002 à plus de 1 000 000 en 2011”.

Selon le volcanologue Dario Tedesco, chef du projet d'appui à l'OVG, la stratégie de sensibilisation se fait grâce à des campagnes d'éducation qui sont régulièrement organisées dans les écoles, les secteurs publics et privés ; grâce également à des outils d'information qui ont été développés pour renforcer la compréhension des risques volcaniques. Par ailleurs, Radio Okapi, la Radio que gère la MONUSCO



Vue du volcan Nyiragongo en éruption - Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

en collaboration avec la Fondation Hironnelle, diffuse chaque semaine une émission de vulgarisation scientifique et de sensibilisation sur les risques volcaniques et naturels ; et enfin, un site web (www.ogoma.org) a été récemment consacré aux

activités de l'OVG et aux informations sur les volcans des Virunga. Monsieur Tedesco a tout particulièrement insisté sur le Plan de Contingence, "un outil opérationnel nécessaire à la réduction des désastres naturels qui regroupe les responsabilités de chaque acteur avant, pendant et après une possible éruption volcanique". Ce plan concerne directement les villes de Goma en RDC et de Gisenyi au Rwanda. Une camera récemment installée à l'intérieur du cratère du Nyiragongo pour le contrôle de l'activité du volcan sera bientôt opérationnelle.

Les éruptions du Nyiragongo et du Nyamulagira ont permis de comprendre la gravité de la situation

L'éruption du volcan Nyamulagira, situé à 40 km au Nord-Ouest de Goma, survenue en décembre 1976 avait été suivie par celle du Nyiragongo le 10 janvier 1977. Il en est de même pour l'éruption du Nyiragongo du 23 juin 1994 suivie par celle du Nyamulagira le 4 juillet 1994. La dernière éruption du Nyiragongo le 17 janvier 2002 avait précédé celle du Nyamulagira le 25 juillet 2002. Les volcanologues trouvent l'explication à ce comportement des deux volcans dans un cadre plus large qu'ils appellent l' "activité continue du rift".

Le Nyiragongo qui n'a retenu l'attention des volcanologues qu'en début du 21^{ème} siècle, est crédité aujourd'hui d'avoir le plus grand lac de lave de la planète. A l'observation de ses activités, les scientifiques sont certains qu'une nouvelle éruption affectera la ville de Goma et ses environs. En effet, les observations réalisées par les réseaux sismiques et géochimiques de l'OVG mis en place autour du volcan depuis 2002 confirment la forte activité volcanique caractérisée par son lac de lave aujourd'hui à une profondeur de moins de 400 mètres du bord du cratère -- en 2002 le niveau

du lac de lave était à presque 1000 mètres de profondeur--, par un intense dégazage qui se transforme au contact de l'atmosphère en fumée visible de la ville de Goma lorsque le ciel est dégagé. Le soir, à partir de 20 h 00 l'on peut

observer une lueur rouge au sommet du Nyiragongo, qui n'est autre que le lac de lave qui rayonne et se reflète sur les nuages qui se forment au dessus de son cône à quelques centaines de mètres de hauteur.

Dix ans après l'éruption du Nyiragongo l'Observatoire Volcanologique de Goma et ses partenaires internationaux sont toujours investis dans la prévention et la réduction des risques liés à l'activité volcanique dans la région des Virunga. L'UNOPS a créé avec ses partenaires depuis 2005 un outil institutionnel. Le projet de l'UNOPS d'appui à l'OVG se base sur le renforcement de la capacité scientifique et technique en matière de surveillance des volcans actifs de Virunga, de la réduction et de la gestion des risques naturels en RDC. Le projet de l'UNOPS a été lancé en 2009 et s'occupe entre autres d'appuis institutionnels aux structures étatiques comme l'OVG et son Ministère de tutelle, le Ministère de la Recherche scientifique.

Au cours de la conférence organisée à l'occasion du dixième anniversaire de l'éruption du Nyiragongo Monsieur Tedesco a reconnu que le projet d'appui à l'OVG doit en partie sa survie au soutien logistique de la MONUSCO.



"La MONUSCO met ses hélicoptères à la disposition des autorités locales et des scientifiques de l'OVG afin de surveiller l'activité volcanique, et je tiens à remercier aussi le contingent Indien pour son professionnalisme et ses capacités pendant les survols", a dit Monsieur Tedesco.

La vie de Goma et de sa population est intimement liée à celle de ces volcans mythiques dans la pure tradition locale pour qui le Nyamulagira signifie "celui qui commande" et le Nyiragongo "celui qui fume".

"Eduquer, informer et surveiller ces volcans ne permettra peut être pas de sauver cette ville d'une possible future éruption, mais certainement de sauver sa population" a ajouté le volcanologue, avant de lancer ce SOS : "Le projet UNOPS se terminera en juin 2012, il semble qu'il n'y ait pas encore des donateurs prêts à intervenir pour prendre la suite (...) Un volcan actif nécessite toujours d'être sous haute surveillance; on ne peut pas se permettre d'attendre qu'une catastrophe humanitaire de dimension biblique se produise dans cette région. Dans la réduction des catastrophes naturels, un dollar investi dans la prévention équivaut à 10 dollars investis dans la réponse (...) l'avantage semble évident. Est ce que les donateurs le comprendront ?" ■

*** Dario Tedesco est volcanologue**



25 Février 2002 – 25 Février 2012
10 ans que la Radio de la paix existe

Pour nous contacter:

12, avenue des aviateurs - Kinshasa/Gombe

Tél. : (243) 81 890 6583 - (243) 81 890 6885

site web : www.monusco.org



www.facebook.com/monusco.org



twitter.com/MONUSCO



www.youtube.com/MONUSCO



Que fais-tu pour lutter contre le SIDA?

